RCS : LYON
Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 D 03696
Numéro SIREN : 922 358 577
Nom ou dénomination : SPIRIT AVOCATS 2

Ce dépôt a été enregistré le 05/02/2024 sous le numéro de dépôt A2024/004738

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

SPIRIT AVOCATS 2
Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée d'Avocats
Au capital de 58.500 euros
Siège social : 9 place des Jacobins, 69002 LYON
922 358 577 R.C.S. LYON

DECISION UNANIME DES ASSOCIES EN DATE DU 13 DECEMBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois, le 13 décembre, au siège social,

Les soussignés :

Monsieur Clément RESTA, propriétaire de……..	58 498 parts sociales
Madame Nawel FERHAT, propriétaire de…	1 part sociale
Monsieur Philippe BENSOUSSAN, propriétaire de...	1 part sociale
TOTAL……..	58 500 parts sociales

(ci-après dénommées les « Associés »),

Détenant ensemble 58 500 parts sociales, soit la totalité des parts sociales de la SPIRIT AVOCATS 2 Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée d'Avocats au capital de 58.500 euros Siège social : 9 place des Jacobins, 69002 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés LYON sous le numéro 922 358 577 RCS LYON

Après avoir pris connaissance des documents suivants :

- Le texte des projets de décisions soumises aux Associés ;
- Les statuts de la Société ;

Ont pris les décisions suivantes relatives à :

- Autorisation de cessions de parts sociales et modification corrélative des statuts ;

- Pouvoirs à donner en vue d'accomplir les formalités.

PREMIERE DECISION

La collectivité des associés, prenant acte des projets de cession de Madame Nawel FERHAT de céder la part sociale qu'elle détient dans la Société au profit de Monsieur Clément RESTA, à effet de ce jour, et conformément à l'article 16 des statuts, déclare autoriser lesdites cessions.

DEUXIEME DECISION

La collectivité des associés décide, sous réserve de la réalisation de la cession autorisée, que les articles 7 et 8 des statuts seront modifiés comme suit :

Article 7 :

Le capital social est fixé à la somme de ***CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) euros.***

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

*Il est divisé en **CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) parts sociales de UN (1) euro chacune,** numérotées de 1 à 58 500 entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus et attribuées comme suit entre les associés :*

***- Monsieur Clément RESTA** est titulaire de CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499) parts sociales, numérotées de 1 à 58 499,*

*- **Monsieur Philippe BENSOUSSAN** est titulaire d'UNE (1) part sociale, numérotée 58 500.*

Le nombre total de parts composant le capital social est de CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) parts sociales.

Article 8 :

La composition du capital est fixée comme suit :

***Associé professionnel interne** : **Monsieur Clément RESTA, exerçant la profession d'Avocat,** à concurrence de CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499) parts sociales correspondant à des apports en nature et en numéraire, numérotées de 1 à 58 499 ;*

Le nombre total de parts détenues par des associés exerçant au sein de la SELARL composant le capital social est de** CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499) **parts, représentant 99,99 % du capital social et des droits de vote.

***Associé professionnel externe : Monsieur Philippe BENSOUSSAN exerçant la profession d'Avocat dans une autre structure,** à concurrence d'UNE (1) part correspondant à un apport en numéraire, numérotée 58 500.*

Le nombre total de parts détenues par des associés non exerçant au sein de la SELARL composant le capital social est d'UNE (1) part, représentant 0,01 % du capital social et des droits de vote.

TROISIEME DECISION

Les Associés donnent tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par les Associés et répertorié sur le registre des décisions collectives.

À LYON,

Monsieur Clément RESTA
Gérant

DocuSigned by:
RESTA Clément
5541BA893CD04F4...

Madame Nawel FERHAT

DocuSigned by:
FERHAT Nawel
E53D841ED7A8444...

Monsieur Philippe BENSOUSSAN

DocuSigned by:
BENSOUSSAN Philippe
98AA6C15C6AE423...

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LYON
Le 02/01/2024 Dossier 2024 00005198, référence 6904P61 2024 A 00380
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Vingt-cinq Euros
Montant reçu : Vingt-cinq Euros

SPIRIT AVOCATS 2
Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée d'Avocats
Au capital de 58.500 euros
Siège social : 9 place des Jacobins, 69002 LYON
922 358 577 R.C.S. LYON

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Nawel FERHAT, née le 11 avril 1981 à VENISSIEUX (69200), de nationalité française, demeurant 177 ter Avenue Félix FAURE (69003) LYON exerçant la profession d'Avocat, inscrite au Barreau de LYON sous le numéro 098414, liée par un pacte civil de solidarité conclu avec Monsieur Grégoire, Thomas FOHANNO sous le régime de la séparation de biens,

Ci-après dénommée la « **Cédante** »
De première part,

ET :

Clément RESTA, né le 23 avril 1981 à Nancy (54), de nationalité française, demeurant 63 rue de la Gare, 69890 La-Tour-de-Salvagny, exerçant la profession d'Avocat, inscrit au Barreau de LYON sous le numéro 2343, lié par un pacte civil de solidarité conclu avec Madame Aude TISSERANT sous le régime de la séparation de biens,

Ci-après dénommé le « **Cessionnaire** »,
De seconde part,

EN PRESENCE DE :

- **SPIRIT AVOCATS 2** Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée d'Avocats au capital de 58 500 euros Siège social : 9 place des Jacobins, 69002 LYON, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés LYON sous le numéro 922 358 577 RCS LYON

  Représentée par Monsieur Clément RESTA, en sa qualité de Gérant, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

  Ci-après dénommée "la **Société**".

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ ET DÉCLARÉ CE QUI SUIT :

La société SPIRIT AVOCATS 2 est une SELARL au capital de 58 500 euros, divisé en 58 500 parts de 1 euro chacune, entièrement libérées, dont le siège social est fixé au 9 place des Jacobins, 69002 LYON, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 922 358 577 RCS LYON.

La société SPIRIT AVOCATS 2 a pour objet l'exercice de la profession d'avocat.

DÉCLARATIONS DE LA CEDANTE ET DU CESSIONNAIRE

La Cédante déclare :

- Que la part sociale cédée est libre de tout nantissement et ne fait l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à sa cession,

- Que la société SPIRIT AVOCATS 2 n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Cédant et le Cessionnaire déclarent en outre en ce qui les concerne :

- Qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'elles ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- Et qu'ils ont la qualité de non-résidents sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger,

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ DES PARTS SOCIALES CEDEES

La part présentement cédée a été acquise par la Cédante lors de la souscription initiale au capital de la Société.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CESSION

Par les présentes, Madame Nawel FERHAT, Cédant, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit :

- À Monsieur Clément RESTA, qui l'accepte, 1 (UNE) part sociale d'une valeur nominale de 1 euro.

Le Cessionnaire devient propriétaire des parts cédées, à compter de ce jour, et est subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exception ni réserve.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptées aux conditions suivantes :

- La cession est faite à Monsieur Clément RESTA, moyennant un prix de 1 euro (UN EURO), payé à la Cédante qui le reconnait et lui en donne valable et définitive quittance,

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 16 des statuts, la cession au profit de Monsieur Clément RESTA est soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une décision unanime des associés en date du 13 décembre 2023, la collectivité des associés a autorisé la présente cession et a modifié, sous la condition suspensive du présent acte, les articles 7 et 8 des statuts.

MODIFICATION DES STATUTS

Les associés, constatant la réalisation des présentes cessions, décident de modifier les articles 7 et 8 des statuts comme suit :

Article 7 :

Le capital social est fixé à la somme de ***CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) euros.***

Il est divisé en ***CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) parts sociales de UN (1) euro chacune,*** *numérotées de 1 à 58 500 entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus et attribuées comme suit entre les associés :*

- ***Monsieur Clément RESTA*** *est titulaire de CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499) parts sociales, numérotées de 1 à 58 499,*

- ***Monsieur Philippe BENSOUSSAN*** *est titulaire d'UNE (1) part sociale, numérotée 58 500.*

Le nombre total de parts composant le capital social est de CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) parts sociales.

Article 8 :

La composition du capital est fixée comme suit :

Associé professionnel interne *:* ***Monsieur Clément RESTA, exerçant la profession d'Avocat,*** *à concurrence de CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499) parts sociales correspondant à des apports en nature et en numéraire, numérotées de 1 à 58 499 ;*

Le nombre total de parts détenues par des associés exerçant au sein de la SELARL composant le capital social est de *CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499)* ***parts, représentant 99,99 % du capital social et des droits de vote.***

Associé professionnel externe : Monsieur Philippe BENSOUSSAN exerçant la profession d'Avocat dans une autre structure, *à concurrence d'UNE (1) part correspondant à un apport en numéraire, numérotée 58 500.*

Le nombre total de parts détenues par des associés non exerçant au sein de la SELARL composant le capital social est d'UNE (1) part, représentant 0,01 % du capital social et des droits de vote.

DÉCLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

La cédante déclare que la société SPIRIT AVOCATS 2 est soumise à l'impôt sur les sociétés et qu'elle n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du CGI.

Il sera perçu un droit de 3% sur le prix de cession.

Compte tenu du prix de cession, il ne sera dû que le droit de 25 euros.

FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par les Cessionnaires qui s'y obligent.

En 5 exemplaires originaux, dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement et un pour la Société.

Fait à LYON,

Le 13 décembre 2023

Pour la Cédante
Madame Nawel FERHAT

DocuSigned by:
FERHAT Nawel
E53D841ED7A8444...

Pour le Cessionnaire
Monsieur Clément RESTA

DocuSigned by:
RESTA Clément
5541BA893CD04F4...

En présence de la Société, représentée par Clément RESTA

DocuSigned by:
RESTA Clément
5541BA893CD04F4...

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

SPIRIT AVOCATS 2
Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée d'Avocats
Au capital de 58.500 euros
Siège social : 9 place des Jacobins, 69002 LYON
922 358 577 R.C.S. LYON

STATUTS A JOUR au 13 décembre 2023

Suite à décision unanime des associés – cessions de parts sociales

DocuSigned by:
RESTA Clément
RESTA Clément
5541BA893CD04F4...

Certifiés conformes

LES SOUSSIGNES :

Clément RESTA, né le 23 avril 1981 à Nancy (54), de nationalité française, demeurant 63 rue de la Gare, 69890 La-Tour-de-Salvagny, exerçant la profession d'Avocat, inscrit au Barreau de LYON sous le numéro 2343, lié par un pacte civil de solidarité conclu avec Madame Aude TISSERANT sous le régime de la séparation de biens,

ET

Philippe BENSOUSSAN, né le 12 avril 1984 à LYON 4ème (69), de nationalité française, demeurant 6, place Saint-Maurice, 38200 Vienne, exerçant la profession d'Avocat, inscrit au Barreau de LYON sous le numéro 2801 célibataire non lié par un pacte civil de solidarité,

Nawel FERHAT, née le 11 avril 1981 à VENISSIEUX (69200), de nationalité française, demeurant 177 ter Avenue Félix FAURE (69003) LYON exerçant la profession d'Avocat, inscrite au Barreau de LYON sous le numéro 098414, liée par un pacte civil de solidarité conclu avec Monsieur Grégoire Thomas FOHANNO sous le régime de la séparation de biens,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée d'Avocats qu'ils ont décidé d'instituer :

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

ARTICLE 1. FORME

La Société est une Société d'exercice libéral à responsabilité limitée régie par la loi 90-1258 du 31 décembre 1990, les textes pris pour son application, les dispositions législatives et réglementaires applicables à la profession d'Avocats, ainsi que par les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés commerciales et les présents statuts.

Cette société pluripersonnelle à l'origine peut passer de la forme unipersonnelle à celle pluripersonnelle et réciproquement sans modification statutaire en conservant chaque fois son statut de SELARL.

Si cette société devient unipersonnelle l'ensemble des décisions prises par la collectivité des associés sera prise par l'associé unique.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet l'exercice de la profession d'avocats telle qu'elle est définie par la loi.

Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire de l'un de ses associés ayant qualité pour l'exercer.

La Société peut en outre accomplir toutes les opérations financières, commerciales, civiles, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale **SPIRIT AVOCATS 2.**

Tous les actes et documents de la Société destinés aux tiers doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement de la mention « Société d'exercice libéral à responsabilité limitée » ou des initiales « SELARL » et de l'énonciation du capital social.

Pour les professions juridiques et judiciaires réglementées, la dénomination doit être précédée ou suivie de l'indication de la profession exercée.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 9 place des Jacobins, 69002 LYON.

Le transfert du siège social est décidé par décision de la gérance sous réserve de ratification par la plus proche assemblée extraordinaire.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

ARTICLE 6. APPORTS

Les parts sociales représentent des apports en numéraire et en nature et sont libérées intégralement souscrites et libérées pour leur valeur nominale.

Les soussignés font les apports suivants :

Apports en nature

- **Monsieur Clément RESTA** apporte un fonds libéral d'une valeur de 57 500 € suivant traité d'apport en date du 15 novembre 2022.

Un exemplaire du traité d'apport est annexé aux présents statuts (Annexe 1 – Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation).

Le 18 novembre 2022, Monsieur Samuel Gignoux, Commissaire inscrit sur la liste de la CNCC sous le numéro 1100086370, dont le domicile professionnel est situé au 17 quai Joseph Gillet 69004 LYON, a été désigné en qualité de commissaire aux apports, afin d'apprécier la valeur attribuée au fonds libéral présentement apporté.

En conséquence, par rapport en date du 21 novembre 2022, Monsieur Samuel GIGNOUX, en qualité de Commissaire aux apports désigné, a émis un avis selon lequel la valeur d'apport, fixée à 57 500 €, n'est pas surévaluée.

Cet apport est placé sous le régime spécial des plus-values prévu à l'article 151 *octies* du CGI et, compte tenu de l'engagement de conservation de titres pris par l'apporteur, est exonéré de droits d'enregistrement (CGI, art. 810-III).

Un exemplaire de ce rapport est annexé aux présents statuts (Annexe 2).

En rémunération de l'apport en nature ci-dessus consenti, il sera attribué à Monsieur Clément RESTA CINQUANTE-SEPT MILLE CINQ CENTS (57 500) parts sociales de UN (1) euro, entièrement libérées.

Apports en numéraire

- **Monsieur Clément RESTA** apporte en numéraire à la Société la somme de NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX- HUIT EUROS (998 €) ;

- **Monsieur Philippe BENSOUSSAN** apporte en numéraire à la Société la somme d'UN EURO (1 €).

- **Madame Nawel FERHAT** apporte en numéraire à la Société la somme d'UN EURO (1 €).

Lesdits apports en numéraire correspondent à **MILLE (1 000) parts sociales de UN (1) euro,** souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de MILLE (1 000) euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la banque Crédit

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

Mutuel, agence de La-Tour-de-Salvagny (Annexe 1 – État des actes accomplis pour le compte de la Société en formation).

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) euros.**

Il est divisé en **CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) parts sociales de UN (1) euro chacune,** numérotées de 1 à 58 500 entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus et attribuées comme suit entre les associés :

- Monsieur Clément RESTA est titulaire de CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499) parts sociales, numérotées de 1 à 58 499,

- **Monsieur Philippe BENSOUSSAN** est titulaire d'UNE (1) part sociale, numérotée 58 500.

Le nombre total de parts composant le capital social est de CINQUANTE-HUIT MILLE CINQ CENTS (58 500) parts sociales.

ARTICLE 8. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

La composition du capital est fixée comme suit :

Associé professionnel interne : **Monsieur Clément RESTA, exerçant la profession d'Avocat,** à concurrence de CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499) parts sociales correspondant à des apports en nature et en numéraire, numérotées de 1 à 58 499 ;

Le nombre total de parts détenues par des associés exerçant au sein de la SELARL composant le capital social est de CINQUANTE-HUIT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (58 499) **parts, représentant 99,99 % du capital social et des droits de vote.**

Associé professionnel externe : Monsieur Philippe BENSOUSSAN exerçant la profession d'Avocat dans une autre structure, à concurrence d'UNE (1) part correspondant à un apport en numéraire, numérotée 58 500.

Le nombre total de parts détenues par des associés non exerçant au sein de la SELARL composant le capital social est d'UNE (1) part, représentant 0,01 % du capital social et des droits de vote.

Plus de la moitié du capital social et des droits de vote est détenue directement par des associés exerçant la profession d'Avocat au sein de la Société, ci-après désignés « les associés professionnels internes ».

Un associé professionnel interne ne peut exercer sa profession qu'au sein d'une seule Société d'exercice libéral et ne peut cumuler cette forme d'exercice avec l'exercice à titre individuel ou au sein d'une Société civile professionnelle.

Le complément du capital social peut être détenu par :

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

- Des personnes physiques ou morales exerçant la profession d'Avocat, ci-après désignés « les associés professionnels externes » ;

- Pendant un délai de dix ans, les personnes physiques qui, ayant cessé toute activité professionnelle, ont exercé la profession d'Avocat au sein de la Société, ci-après désignés « les anciens associés professionnels internes » ;

- Les ayants droit des personnes physiques mentionnées ci-dessus, pendant un délai de cinq ans suivant leur décès, ci-après désignés « les ayants droit » ;

- Une société constituée dans les conditions prévues à l'article 220 quater A du code général des impôts, si les membres de cette société exercent leur profession au sein de la société d'exercice libéral, ou une société de participations financières de professions libérales régie par le titre IV de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990.

Par dérogation, plus de la moitié du capital social de la société d'exercice libéral peut aussi être détenue par des personnes physiques ou morales exerçant la profession « d'Avocat » ou par des sociétés de participations financières de professions libérales régies par le titre IV de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990.

ARTICLE 9. QUALITE D'ASSOCIE

Sous réserve des dérogations légales et réglementaires applicables, seuls peuvent être associés professionnels internes, les personnes exerçant la profession d'Avocat au sein de la Société.

Sous réserve des dérogations légales et réglementaires applicables, tout associé professionnel interne ne peut exercer sa profession qu'au sein d'une seule Société d'exercice libéral et ne peut cumuler cette forme d'exercice professionnel avec l'exercice à titre individuel ou en qualité d'associé d'une Société civile professionnelle.

ARTICLE 10. AUGMENTATION DU CAPITAL

10-1. Modalités de l'augmentation du capital : Le capital social peut, en vertu d'une décision extraordinaire des associés, être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

Les parts nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime ; dans ce cas, la collectivité des associés, par la décision extraordinaire portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

10-2. Souscription en numéraire et apports en nature : Le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts à libérer en numéraire.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales en numéraire, les fonds provenant de la libération des parts sociales doivent faire l'objet d'un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, chez un notaire ou dans une banque.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports désigné à l'unanimité des associés ou à défaut par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la requête de l'un des Gérants.

Les parts représentatives de toute augmentation de capital en numéraire, doivent être libérées du quart au moins lors de la souscription, le solde devant être libéré sur appel de la gérance, en une ou plusieurs fois, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

10-3. Rompus : Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de rompus ; les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

10-4. Droit préférentiel de souscription : En cas d'augmentation du capital par voie d'apport en numéraire, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé, sous réserve de l'agrément du cessionnaire, dans les conditions prévues par l'article « Cession et transmission des parts sociales » des présents statuts.

Tout associé peut également renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription, soit en avisant la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à l'exercer, soit en souscrivant un nombre de parts inférieur au nombre de parts qu'il aurait pu souscrire.
De même, les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription.

Le droit préférentiel de souscription institué ci-dessus sera exercé dans les formes et les délais fixés par la gérance.

ARTICLE 11. REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision extraordinaire de l'assemblée générale des associés. En aucun cas, cette réduction ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 12. REVENDICATION PAR UN CONJOINT COMMUN EN BIENS DE LA QUALITE D'ASSOCIE

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié des parts souscrites ou acquises.

A cet effet, il doit être informé de cet apport ou de cette acquisition ; justification de cette information doit être donnée dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

L'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux si la revendication intervient lors de l'apport ou de l'acquisition.

Si cette revendication intervient après la réalisation de l'apport ou de l'acquisition des parts, le conjoint doit être agréé dans les conditions ci-après prévues sous l'article « Cessions de parts sociales » pour les cessions à des personnes étrangères à la Société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 13. APPLICATION DES DISPOSITIONS CONCERNANT LES ASSOCIES LIES PAR UN PACS

En cas d'apport de biens indivis ou d'acquisition de parts par un tiers souscripteur lié par un PACS, l'acte d'apport ou d'acquisition devra mentionner les dispositions retenues dans le cadre de l'article 515-5 du Code civil.

Le (La) partenaire de l'apporteur ou de l'acquéreur lié(e) par un PACS devra être agréé selon les conditions ci-après prévues par les cessions de parts.

ARTICLE 14. DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

14-1 Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices sociaux et dans tout l'actif social. Elle donne également le droit de participer aux décisions collectives.

14-2 Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

14-3 Chaque associé professionnel répond sur l'ensemble de son patrimoine des actes professionnels qu'il accomplit.

14-4 La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

ARTICLE 15. COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

L'associé exerçant sa profession au sein de la Société ainsi que ses ayants droit devenus associés peuvent mettre à la disposition de la Société, au titre de comptes d'associés, des sommes dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

Tout autre associé peut mettre, au même titre, à la disposition de la Société, des sommes dont le montant ne peut excéder celui de sa participation au capital.

Ces sommes ne peuvent être retirées, en tout ou partie, qu'après notification à la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, avec un préavis dont la durée ne peut être inférieure, pour l'associé exerçant au sein de la Société, et le cas échéant, pour ses ayants droit à six mois et pour tout autre associé à un an.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait, intervenant en cours de vie sociale sont déterminées par décisions collective des associés, statuant dans les conditions précisées aux articles 22 et 23 des statuts (décisions ordinaires), étant précisé que si la décision emporte augmentation des engagements des associés, elle devra être adoptée à l'unanimité.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

ARTICLE 16. CESSION - LOCATION - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

16-1 - Les cessions des parts sociales doivent être constatées par un acte authentique ou sous seing privé.

Elles ne sont opposables à la Société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code civil ou après le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

16-2 - Les parts sociales ne peuvent être cédées aux tiers, entre associés ou au profit de conjoints, ascendants ou descendants, qu'au profit de personnes ayant la qualité requise pour exercer la profession au sein de la Société et agréées à la majorité des associés professionnels en exercice au sein de la Société représentant au moins les trois quarts des parts sociales ; ladite majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts du cédant.

A cet effet, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, le Gérant doit convoquer les associés en assemblée ou les consulter par écrit afin qu'ils délibèrent sur le projet de cession.

La décision de la Société doit être notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Cette décision doit intervenir dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications ; à défaut, le consentement est réputé acquis si le cessionnaire réunit les conditions pour pouvoir exercer sa profession au sein de la Société ; dans le cas contraire, le défaut de réponse de la Société équivaut à un refus d'agrément.

Si la Société refuse de consentir à la cession, les associés sont tenus dans le délai de trois mois à compter de la notification de ce refus ou du défaut de réponse équivalent à un refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts sociales, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La Société peut également avec le consentement du cédant décider, dans le même délai, de réduire le capital social du montant de la valeur nominale desdites parts et de les racheter à un prix fixé d'accord commun ou à défaut d'accord dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

16-3 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes formes de cessions

16-4 - En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé ou, le cas échéant, le conjoint survivant ou l'époux attributaire de parts sociales communes, sous réserve de leur agrément en qualité d'associés devant exercer la profession d'Avocat au sein de la Société, cet agrément est donné à la majorité des associés exerçant leur profession au sein de la Société représentant au moins la moitié des parts sociales.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

Les héritiers ou ayants droit, le conjoint survivant ou l'époux attributaire ne remplissant pas les conditions pour exercer la profession d'Avocat au sein de la Société, ainsi que le professionnel non agréé s'engagent à céder leurs parts dans le délai d'une année à compter de l'événement leur ayant donné vocation à être associés. Ce délai expiré, la Société peut, nonobstant leur opposition, décider de réduire son capital social du montant de la valeur nominale de leurs parts sociales et les racheter à un prix déterminé dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

16-5 - La location des parts sociales est interdite.

ARTICLE 17. SITUATION DES PARTENAIRES D'UN PACS

Associés pacsés sous le régime de la séparation des patrimoines :

Sauf dispositions contraires de la convention passée entre eux, chacun des partenaires conservera l'administration, la jouissance et la libre disposition des biens qu'il a acquis avant ou pendant le Pacs (C. civ. art. 515-5, al. 1). Les biens dont aucun des partenaires ne pourra prouver qu'il en a la propriété exclusive seront réputés indivis pour moitié (C. civ. art. 515-5, al. 2). Corrélativement, chaque partenaire sera seul tenu des dettes personnelles nées avant ou pendant le pacte, sauf si elles ont été contractées pour les besoins de la vie courante et si elles ne sont pas manifestement excessives (C. civ. art. 515-5, al. 1).

Associés pacsés sous le régime de l'indivision :

Sauf clause contraire, chaque partenaire sera gérant de l'indivision. Il administrera l'indivision et disposera à cet effet du pouvoir d'administrer seul les biens indivis, sous les mêmes restrictions que celles apportées aux pouvoirs dont disposent les époux sur les biens communs (C. civ. art. 515-5-3, al. 1). Les partenaires pourront conclure une convention d'indivision régie par les articles 1873-1 et suivants du Code civil pour administrer leurs droits indivis (C. civ. art. 515-5-3, al. 2).

ARTICLE 18. EXCLUSION – SUSPENSION

18-1 - Tout associé exerçant sa profession au sein de la Société peut être exclu :

- Lorsqu'il a fait l'objet d'une condamnation disciplinaire passée en force de chose jugée à une peine égale ou supérieure à trois (3) mois d'interdiction d'exercice de sa profession, ou d'une condamnation pénale définitive à une peine d'emprisonnement égale ou supérieure à trois (3) mois

- Lorsqu'il contrevient aux règles de fonctionnement de la Société.

18-2 - L'exclusion est décidée à l'unanimité des autres associés exerçants au sein de la Société.

L'associé intéressé doit être régulièrement convoqué à l'assemblée générale par lettre recommandée avec demande d'avis de réception exposant les motifs invoqués à l'appui de la demande d'exclusion.

18-3 - Les parts sociales de l'associé exclu sont achetées par un acquéreur agréé dans les conditions de l'article « Cession - Location - transmission des parts sociales ». A défaut, elles sont acquises par la Société qui doit réduire son capital social. A défaut d'accord sur le prix des parts, celui-ci est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Le rachat des parts sociales de l'associé exclu devra intervenir dans un délai de six (6) mois à compter du jour

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

où la décision d'exclusion des autres associés aura été notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 19. CESSATION D'ACTIVITE – RETRAIT

19-1 - Tout associé peut cesser son activité à condition d'en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception six mois à l'avance.

19-2 - La cessation d'activité emporte de plein droit perte de la qualité d'associé. Les parts sociales de l'associé retrayant sont achetées par un acquéreur agréé dans les conditions de l'article « Cession et transmission des parts sociales » ci-dessus. A défaut, elles sont acquises par la Société qui doit réduire son capital social.

A défaut d'accord sur le prix des parts, celui-ci est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4

du Code civil.

ARTICLE 20. GERANCE

20-1 - La Société est administrée par un ou plusieurs Gérants, personnes physiques ayant la qualité d'associé exerçant la profession constituant l'objet social au sein de la Société.

Le premier Gérant de la Société est Monsieur Clément RESTA, domicilié 63 rue de la Gare, La-Tour-de-Salvagny (69890), nommé pour une durée indéterminée, présent et intervenant, qui déclare accepter cette fonction et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à cette nomination.

En cours de vie sociale, la nomination ou la révocation des Gérants est décidée à la majorité de plus de la moitié des parts sociales.

20-2 - Le Gérant dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans les rapports entre associés, la gérance peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la Société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique.

20-3 - Date limite d'intervention de l'opposition du co-gérant : Chaque co-gérant dispose du droit de s'opposer à toute opération non encore conclue (article L221-4 du Code de Commerce).

L'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses co-gérants est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci. La conclusion des opérations s'apprécie différemment selon le type d'opérations visées.

En matière contractuelle, l'opposition doit intervenir avant l'échange des consentements.
Pour les actions en justice engagées par la Société, la date limite de validité de l'opposition correspond à la date de dépôt de la requête au greffe du Tribunal compétent.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

20-4 - Formalisme de l'opposition du co-gérant : L'opposition du co-gérant peut être faite sous une forme quelconque pourvu qu'elle soit nettement affirmée (par lettre simple ou par email).

Le Gérant, ou chacun des Gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « Pour la Société - Le Gérant », suivis de la signature du Gérant.

20-5 - Chacun des Gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération ainsi que son montant sont fixés par décision ordinaire des associés. Chaque Gérant a droit, en outre, au remboursement de frais engagés dans l'exercice de ses fonctions, sur présentation des justificatifs.

Il est d'ores et déjà précisé que la Société prendra à sa charge les cotisations personnelles exigibles sur la rémunération du ou des Gérants.

ARTICLE 21. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions entre la Société et les associés autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales sont soumises à l'approbation des associés dans les conditions légales.

Conformément à la loi, lorsque de telles conventions portent sur les conditions dans lesquelles les associés exercent leur profession, seuls les professionnels exerçant au sein de la Société participent aux délibérations.

ARTICLE 22. MODALITES

22-1 - Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du Commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice, ainsi qu'il est dit à l'article 'Assemblées générales' des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés ou peuvent résulter du consentement de tous les associés exprimés dans un acte.

Les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions légales applicables aux sociétés d'exercice libérale à responsabilité limitée comprenant plusieurs associés sont exercés par l'associé unique.

22-2 - Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des statuts. Elles sont

qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

22-3 - Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Même dans le cadre de décisions relatives à la nomination ou à la révocation du Gérant, celles-ci doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

22-4 - Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts sociales.

A défaut d'avoir atteint ce quorum, une deuxième assemblée doit être convoquée dans les deux mois de la première assemblée, le quorum requis est alors le cinquième des parts sociales.

Les modifications statutaires sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Toutefois, l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales, réglementé par l'article « Cession et transmission des parts sociales » des présents statuts, doit être donné par la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la Société.

De même, la modification statutaire résultant de la suppression du nom du Gérant en cas de cessation des fonctions de celui-ci, pour quelque cause que ce soit, est valablement décidée par la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Par ailleurs, l'augmentation du capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves est valablement décidée par les associés représentant seulement la moitié des parts sociales.

La transformation de la Société est décidée dans les conditions fixées par l'article L 223-43 du Code de commerce.

La transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des associés exigent l'unanimité de ceux-ci.

ARTICLE 23. ASSEMBLEES GENERALES

23-1 - Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées par la gérance ; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins la moitié des parts sociales, ou par 10 % des associés détenant au moins 10% des parts sociales.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par tout moyen permettant de rapporter la preuve de la remise de la convocation à son destinataire. Dans le cas du décès du Gérant unique, le délai de convocation de l'assemblée générale est réduit de 15 à 8 jours.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article « Information des associés » des présents statuts.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le Commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

23-2 - Ordre du jour : L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

23-3 - Participation aux décisions et nombre de voix : Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

23-4 – Représentation : Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la Société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

23-5 - Réunion - Présidence de l'assemblée : L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation. L'assemblée est présidée par le Gérant, ou l'un des Gérants s'ils sont associés.

Si aucun des Gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé. En cas de décès du Gérant unique, l'assemblée appelée à statuer sur son remplacement, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur et les présents statuts, est présidée dans les mêmes conditions que si aucun Gérant n'était associé.

ARTICLE 24. CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par 'OUI' ou par 'NON'. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 25. PROCES-VERBAUX

25-1 - Procès-verbal d'assemblée générale : Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le Président de Séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualités du Président de Séance, les nom et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

25-2 - Consultation écrite : En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

25-3 - Registre des procès-verbaux : Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

25-4 - Copies ou extraits des procès-verbaux : Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un Gérant.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul Liquidateur.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

25-5 - En cas d'associé unique les décisions du présent article sont reportées sur le registre prévus à l'article 25-3 ci-dessus, sur lequel sont également reporté les conventions objets de l'article 21 ci-dessus.

25-6 - Les procès-verbaux ainsi que le registre et les décisions résultant d'un acte unanime des associés peuvent être établis et conservés par voie électronique dans les conditions prévues par le décret n°2019-1118 du 31 octobre 2019.

ARTICLE 26. INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les Gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des Commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les Gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des Commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le Comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-Gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au Gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du Gérant est communiquée, le cas échéant, aux Commissaires aux comptes.

ARTICLE 27. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2023.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 28. CONTROLE DES COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux comptes, titulaires ou suppléants, peuvent être désignés. Cette désignation est obligatoire lorsque la Société atteint les seuils prévus par la loi.

ARTICLE 29. COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 30. AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait sur ce bénéfice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures un prélèvement d'un vingtième au moins pour doter la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale a atteint une somme égale au dixième du capital social. Ce prélèvement reprend son cours lorsque la réserve légale est descendue au-dessous du dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report à nouveau bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

L'assemblée générale a la faculté de constituer tout poste de réserves générales ou spéciales dont elle détermine l'emploi, s'il y a lieu.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. Ils doivent être mis en paiement dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par décision de justice.

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

ARTICLE 31. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la collectivité des associés statuant à la majorité prévue pour les modifications des statuts décide dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes annuels ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution de la Société n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Si les dispositions qui précèdent n'ont pas été respectées, de même qu'à défaut de décision de la collectivité des associés sur la dissolution anticipée de la Société, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois le tribunal ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 32. DISSOLUTION – LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la Société ou en cas de dissolution anticipée, pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par décision collective ordinaire des associés.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions légales.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 33. CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient surgir concernant l'interprétation ou l'exécution des statuts ou relativement aux affaires sociales, entre les associés et la Société ou entre les associés, pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront soumises, sous réserve de la compétence des juridictions disciplinaires aux tribunaux civils compétents.

Tous différends sont soumis à l'arbitrage du Bâtonnier de l'Ordre où la Société est inscrite.

ARTICLE 34. CONDITION SUSPENSIVE - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – POUVOIRS

La Société est constituée sous la condition suspensive d'inscription à l'Ordre des Avocats de Lyon.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

Elle jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présents statuts à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité.

ARTICLE 35. REGIME FISCAL

La Société est soumise au régime fiscal des sociétés de capitaux tel que mentionné aux articles 206-3 et 239-1 du Code Général des Impôts.

ARTICLE 36. ACTE DEMATERIALISE

Les présents statuts sont signés par voie électronique par le biais de la plateforme Docusign, ce que chaque associé reconnait et accepte expressément. A cet effet, les présents statuts sont déposés sur ladite plateforme de façon à permettre à chaque associé de les signer au moyen d'un accès personnel sécurisé

Fait à Lyon

Le 9 décembre 2022

En 3 exemplaires originaux, une copie est remise à chaque associé de la Société

Clément RESTA
Avocat
Acceptant les fonctions de Gérant

Philippe BENSOUSSAN
Avocat

Nawel FERHAT
Avocat

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

ANNEXE 1

ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS

POUR LA SOCIÉTÉ EN VOIE DE FORMATION

AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

1/ Nomination de Monsieur Samuel Gignoux en qualité de commissaire aux apports

2/ Signature d'un traité d'apport en nature en date du 15 novembre 2022

3/ Ouverture d'un compte bancaire au Crédit Mutuel pour dépôt des fonds constituant le capital social.

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-5 du code de commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

DocuSign Envelope ID: D92314A5-9C3A-4479-B46A-6EE2C1B2266C

ANNEXE 2

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS EN DATE DU 21 NOVEMBRE 2022